Organisation des Nations Unies

Questions-réponses de la Conférence de presse de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies du samedi 12 novembre 2016 à Kinshasa

La Conférence de presse de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies était modérée par Félix Prosper Basse, porte-parole de la MONUSCO à partir de Kinshasa.

La conférence a connu la participation de messieurs Ismaël Abraão Gaspar Martins et François Delattre, respectivement Représentants permanents de l'Angola et de la France aux Nations Unies ; et de Maman Sambo Sidikou, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC.

Porte-parole de la MONUSCO [Félix Prosper Basse] : Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Bonsoir

Excellences Madame et Messieurs les Ambassadeurs, Messieurs les chefs de délégation, permettez-moi de saisir l'occasion qui m'est ainsi offerte ce soir, pour vous souhaiter la bienvenue en République démocratique du Congo à vous, membres du Conseil de sécurité, mais aussi à toute la délégation qui vous accompagne.

A cet effet donc, je vous dis en lingala (et veuillez excuser ma phonétique approximative) :

« MBOTE, PE BOYEI MALAMU, NA MBOKA CONGO DEMOCRATIQUE »

Et en swahili :

« JAMBO, KARIBU KWA INCHI, YA JAMUHURI YA KI DEMOCRATIA YA CONGO"

Comme disent si chaleureusement nos frères et sœurs congolais.

Madame, Mesdemoiselles et Messieurs, chers invités, chers collègues de la presse, fidèles auditeurs de Radio Okapi qui nous suivez en direct, bonsoir et bienvenue à cette conférence de presse, organisée à l'occasion de la visite de travail en RD Congo des membres du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Cette visite conduite par leurs excellences messieurs Ismaël Abraão Gaspar Martins et François Delattre, respectivement Représentants permanents de l'Angola et de la France aux Nations Unies, s'inscrit dans le cadre des efforts de diplomatie préventive que mène le Conseil de sécurité auprès des pays membres du système des Nations Unies, notamment la République démocratique du Congo.

Contacts :
MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Mesdames et Messieurs, c'est donc vous dire en d'autres termes, qu'aujourd'hui , nous avons le plaisir, le privilège et l'insigne honneur de recevoir d'illustres et distingués invités qui, dans le cadre du format retenu pour nos échanges de ce soir, nous feront d'abord par la voix des chefs de cette délégation ; l'économie des activités menées ici à Kinshasa au cours de cette visite.

Ensuite, nous entrerons dans la deuxième phase de cette conférence de presse qui consiste en une séance de questions et réponses, auxquelles se soumettront avec bonheur, j'en suis sûr, les deux chefs de délégation assis à cette table en compagnie de Monsieur Maman Sambo Sidikou, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo et chef de la MONUSCO.

Ainsi, nous débuterons cette conférence de presse par un mot de bienvenue de monsieur le Représentant spécial, suivi d'une brève communication du Conseil de sécurité qui sera faite tour à tour par messieurs Martins et Delattre.

En outre, permettez-moi, mesdames et messieurs de rappeler que cette conférence de presse durera 30 mn et sera ponctuée par des séries de deux questions auxquelles donneront suite nos invités.

Je vous remercie.

Monsieur le Représentant Spécial, vous avez à présent la parole

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Maman Sambo Sidikou] : Merci beaucoup Félix Prosper Basse, porte-parole de la MONUSCO. Pour moi, la visite du Conseil de sécurité est un encouragement à la MONUSCO pour faire mieux, pour être plus performante dans toutes ses composantes : militaires, civils et police.

C'est aussi un encouragement pour asseoir les meilleures relations possibles avec les autorités congolaises, pour qu'ensemble, nous réussissions à faire avancer encore le mandat que nous a donné le Conseil de sécurité par la dernière résolution, la 2277, en particulier en ce qui concerne la protection des civils, et l'approfondissement de la démocratie en République démocratique du Congo.

Ismaël et Francois sont des amis, ils sont même devenus des complices, même si ce sont aussi nos patrons, parce que ce sont eux qui nous donnent la voie à suivre.

Je vais souvent à New York pour me faire « cuisiner », permettez-moi le terme par le Conseil de sécurité. Ce que les gens ne savent pas, c'est qu'en dehors des déclarations publiques et des discours qu'ils entendent, ils me prennent en session close et ils me font bien souffrir.

Donc aujourd'hui, je vous le donne en « pâture » [rires], messieurs et mesdames les journalistes. Je pense que c'est un grand jour. Nous avons eu des rencontres très enrichissantes avec toutes les composantes de la vie politique et sociale du Congo, en commençant par le Président de la République,

Contacts :
MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

en passant par la société civile, l'opposition qui n'est pas venue au dialogue, celle qui était au dialogue et la majorité présidentielle entre autres ; et aussi, très important, avec la CENCO [Conférence épiscopale nationale du Congo]. Je ne vais pas faire un discours particulier. Je voudrais seulement dire bienvenue au Congo.

Demain, nous continuons, nous allons sur le terrain jusqu'à Beni, pour voir également ce que la MONUSCO fait sur le terrain et comment nous soutenons les populations, bien ou pas. Enfin, nous faisons des efforts, mais il s'agira, pour le Conseil de sécurité, d'écouter les populations, même si c'est pour dire que, et je l'espère, la MONUSCO a encore beaucoup à faire pour que les populations se sentent réellement protégées. Je vais m'arrêter là. Merci bien.

Co-leader de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [Ismaël Abraão Gaspar Martins] : Un grand bonsoir ici à tous les membres de la presse. J'aimerais bien dire que nous sommes venus ici avec un espoir. Nous sommes venus pour voir avec nos yeux au lieu d'écouter seulement le Représentant spécial, notre cher ami Maman Sidikou, vienne à New York et au Conseil de sécurité pour nous faire part de la situation.

Nous sommes venus en RDC, et nous terminons notre mission demain, je dois dire personnellement que je partirai de la République démocratique plus rassuré.

Le Conseil est venu ici dans une attitude de diplomatie préventive, c'est-à-dire là où il y a des situations de crise, il faut agir de façon préventive pour éviter que ça arrive ou se répète.

Et je dois dire que, nous, les 15 membres du Conseil de sécurité sommes arrivés à la même conclusion. Les doutes qu'on avait sont devenus moins douteux, et les assurances qu'on cherchait en venant ici, je pense que nous les avons obtenus à cela, parce qu'il y a de la bonne volonté de la part de tout le monde afin d'éviter le pire.

Alors, je dois aussi dire que les rencontres que nous avons eues, en commençant par le Premier ministre ce matin, son Excellence le Président de la République, les partis du Rassemblement, de la majorité, la société civile qui est maintenant en réunion avec nous [les autres membres du Conseil de sécurité], on a vu presque tous les acteurs principaux de cette situation de crise pour tirer des leçons.

Juste lors de la dernière rencontre que nous avons eue, nous avons dit qu'il fallait chercher des remèdes. Je pense chercher des remèdes, chercher des solutions, chercher une feuille de route qui puisse ramener la République démocratique du Congo et le peuple congolais à s'assurer que, cette fois, oui, il peut y avoir une transition, mais une transition dans la paix, une transition dans le respect de la Constitution du Congo.

Et le Conseil de sécurité, je peux vous assurer, est uni à travailler avec vous, avec le Congo, de façon qu'on arrive effectivement à cela.

Contacts :
MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Les pays de la sous-région, dont mon propre pays l'Angola, sommes également engagés à faire en sorte que nos voisins, qu'un autre pays voisin soit dans une situation de sortie de crise, dans la paix, assurer la stabilité, etc.

Et cela, ce n'est pas une chose qu'on fait dans deux, trois, quatre, ou cinq ans, c'est un processus, mais c'est un processus qui est bien engagé, à mon avis, avec l'accord qui a été signé.

Ce n'est pas la fin, il faut le rendre plus inclusif, il faut [faire] participer tout le monde, il faut l'engagement de tout le monde pour [l'] exécuter, pour aller de l'avant avec le pas qu'il faut franchir pour éviter une crise qui s'annonçait très sérieusement dans ce pays.

En ces termes, j'exprime ma satisfaction personnelle mais aussi [celle] des membres du Conseil [de sécurité] pour l'opportunité qui nous est offerte de venir ici pour agir. Alors, je termine par cela et je donne la parole naturellement à mon collègue, l'ambassadeur de France, Francois Delattre, pour également [dire] ses propos et après naturellement, nous allons répondre à quelques questions.

Co-leader de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [François Delattre] : Merci à vous. C'est un vrai plaisir et un privilège pour moi d'être ici. Privilège comme ambassadeur de France d'être ici à Kinshasa, dans ce grand pays ami de la France. Privilège comme co-président de cette mission du Conseil de sécurité, pour une mission particulièrement importante. Alors que je l'ai dit ce matin, la RDC est à un moment charnière de son histoire puisque, notamment pour la première fois, une transmission pacifique du pouvoir, à l'issue du mandat du président, est possible.

Et parce que nous sommes comme, c'a été dit aussi, dans le cadre d'un exercice important de diplomatie préventive visant à accompagner la RDC sur le chemin exigeant de la stabilité, de la paix et de la démocratie.

Je voulais vous dire aussi que, sur un plan un peu plus personnel, je me sens également, comme mes collègues je crois, encouragé au terme de cette journée marathon qui nous a permis, non seulement de passer nos messages à l'ensemble des acteurs politiques et de la société civile, qui sont reçus en ce moment même par nos collègues, mais aussi d'écouter, de prendre note, d'être mieux conscients qu'on peut l'être depuis un bureau à New York, de la sensibilité de différents acteurs ici, de ce qui les sépare, mais aussi de ce qui les rassemble.

Et sur ce terrain, et là aussi à titre personnel, mais je crois refléter assez bien l'état d'esprit du Conseil de sécurité, j'étais très frappé par le caractère très approfondi de l'ensemble des échanges que nous avons eus qui se sont tenus tous sans exception dans un très bon esprit, je tiens à le souligner, l'écoute réciproque, le dialogue.

Et si pour vous, pour essayer de tirer quelques enseignements, je devais me risquer à cet exercice, je dirais que j'ai senti une forte convergence dans la diversité, bien sûr, des interlocuteurs que nous avons rencontrés. Une forte convergence sur les trois grandes lignes suivantes :

Contacts :
MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

D'abord, le refus unanime de violence et la promotion du dialogue, c'est la base de tout et je crois que c'est une ligne qui rassemble l'ensemble des interlocuteurs que nous avons rencontrés.

Deuxièmement, la recherche d'une solution politique fondée sur le respect de la Constitution. C'est évidemment un élément clé de substance, et je crois que là aussi un élément rassemble l'ensemble des interlocuteurs que nous avons rencontrés.

Enfin troisièmement, la forte conscience des interactions avec le contexte régional et international. C'est un élément qui m'a frappé. Beaucoup de nos interlocuteurs ont rappelé combien la RDC est entourée, si je ne me trompe pas, par neuf voisins, ce qui en fait le pays d'Afrique ayant le plus de voisins.

Et chez tous, j'ai senti cette conscience profonde, qu'au-delà de ce qui se jouait dans ce grand pays, encore une fois dans ce grand pays ami de la France, c'était aussi une grande part de la situation régionale qui se jouait.

Donc une conscience très aiguë. Intérêt très marqué là aussi, à travers mes différents voyages de par le monde, je peux faire la différence aujourd'hui, intérêt très marqué pour ce qui représente le Conseil de sécurité, pour les messages que nous avons passés. Nous avons eu à chaque fois des interlocuteurs particulièrement attentifs, qui connaissaient sur le bout de doigts les résolutions du Conseil de sécurité et notamment la 2277.

Bref, une conscience donc que j'ai trouvée très forte, des interactions avec le contexte régional et international.

Dans ce cadre-là, je ne vais pas être trop long, surtout que j'ai rappelé ce matin l'essentiel des messages que nous avons passés. Ces messages concernent à la fois la situation politique. Le Conseil [de sécurité] est venu porteur d'un message de soutien au peuple congolais, et d'un appel à la responsabilité de ses différents acteurs, à travers notamment la tenue d'élections libres, justes, crédibles, ouvertes, transparentes, pacifiques et dans un délai raisonnable, conforme à la Constitution congolaise. Elections qui sont attendues, je crois, par tous.

Nous avons passé, également le message sur la situation sécuritaire là aussi prenant conscience des enjeux. La MONUSCO est la plus grande, la plus large opération de maintien de la paix dans le monde. Elle doit donc être exemplaire. Et de ce point de vue-là, permettez-moi à nouveau de féliciter le Représentant spécial, Maman Sidikou, et toutes ses équipes ; non seulement pour l'accueil qui nous a été fait, mais pour la remarquable qualité de leur travail que nous soutenons à fond, dans un environnement qui peut être difficile, - on l'a vu -, qui peut être risqué aussi pour, non seulement les civils mais pour le personnel et les Casques bleus de la MONUSCO.

Et donc dans ce contexte, les échanges que nous avons eus, c'était hier soir à notre arrivée déjà, avec toi-même Maman, - et tes équipes - a été particulièrement intéressants.

Contacts :
MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Voilà je ne veux pas être trop long. J'ai beaucoup d'autres messages naturellement, je crois qu'on en a parlé déjà ce matin, et je laisse maintenant la parole aux uns et aux autres pour toutes les questions qui viendraient à se poser.

Question 1
Sonia Rolley/ RFI : Vous le savez, notre signal est coupé depuis une semaine, il y a aussi Radio Okapi également qui a des difficultés avec le gouvernement, où on leur demande d'appliquer l'accord entre le gouvernement et la MONUSCO.

Quel est le message que vous avez fait passer ? Et quelle est surtout la réponse que vous avez reçue ?

Co-leader de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [François Delattre] : Merci beaucoup pour cette question qui correspond, - je crois que vous le savez mais je le dis aussi pour l'ensemble de personnes qui sont ici -, à une vraie priorité, qui était la mienne et qui était celle aussi des autres membres du Conseil de sécurité en arrivant ici à Kinshasa.

J'ai donc, encore une fois avec le plein soutien de mes collègues du Conseil, en parlant d'ailleurs en leur nom, évoqué cette question, non seulement de RFI, mais de Radio Okapi.

Je l'ai fait, j'allais dire, tout au long de la journée, à la fois lors de notre entretien ce matin à l'aube avec le Premier ministre. Je l'ai fait également à deux reprises avec le Président Kabila, d'abord dans le cadre de notre entretien élargi, puis dans le cadre d'un bref aparté que nous avons eu à la suite mon collègue angolais et moi-même avec le Président.

Je l'ai fait également lors des différents entretiens de la journée, notamment dans la rencontre que nous avons eue avec la Majorité présidentielle pour que le message là aussi soit parfaitement clair.

Je l'ai fait pour deux raisons : je l'ai fait parce que nous considérons qu'il s'agit d'une nécessité en soit de rétablir le signal de RFI. Je l'ai fait aussi, parce que cette mesure que nous demandons, cet appel que nous lançons pour que les autorités congolaises rétablissent le signal de Radio France Internationale, eh bien, se situe dans le cadre de ce que j'appelle les mesures de confiance que nous avons, mon collègue angolais, moi-même et les autres collègues du Conseil de sécurité, souligné la nécessité devant le Président Kabila, devant le Premier ministre et devant les membres de la Majorité présidentielle.

Il est essentiel dans un contexte encore une fois qui a des éléments positifs de rappeler, et qui est encore friable, volatile, difficile à bien des égards, de recréer la confiance à travers des gestes, et parmi ces gestes aussi se situe le rétablissement de ce signal ; pour lequel donc, j'ai marqué encore une fois avec le plein soutien des membres du Conseil, qu'il s'agissait à la fois d'une nécessité en soit - nécessité impérative aujourd'hui -, mais aussi d'un geste, des mesures de confiance qui seraient particulièrement bienvenues dans le contexte que l'on connaît.

Contacts :
MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Question 2

Pius Romain Roland/ L'Avenir : Je pose la question à l'Ambassadeur angolais. Vous êtes africain. Vous savez que la République démocratique du Congo, vous l'avez dit, a ses neuf voisins. Mais nous avons l'impression que lorsque les pays voisins ont des problèmes, c'est la République démocratique du Congo qui règle le problème, qui reçoit les réfugiés. Mais lorsque la République démocratique du Congo a des problèmes, nous avons l'impression que la communauté internationale a le marteau suspendu sur notre pays, à telle enseigne qu'il y a certaines autorités occidentales qui donnent des injonctions aux autorités congolaises. Ce qui crée un climat de malaise et j'aimerais savoir comment le Conseil de sécurité lorsqu'il est saisi de la question de la République démocratique du Congo, est-ce qu'il y a de la passion pour ce Congo, est-ce qu'il y a de la compassion ou il y a le musèlement sur l'Etat congolais ?

Co-leader de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [Ismaël Abraão Gaspar Martins] : Tout d'abord laissez-moi dire que le fait que nous soyons là, le Conseil de sécurité en ce moment, c'est même une très bonne explication, c'est une belle forme de dire qu'au niveau du Conseil de sécurité, la République démocratique du Congo est un pays qui est bien accompagné, suivi. Les crises également.

Vous me faites faire référence à cette question, puisque le pays avec ses neuf frontières, et la plus importante c'est la nôtre, l'Angola. Nous avons en Angola un bon nombre de citoyens de la République démocratique du Congo qui sont là. Moi-même je dois vous dire, je suis venu ici dans ce pays, j'étais encore plus jeune lorsqu'il y avait la crise chez nous, au début de la guerre, au début de notre processus.

Et je pense que la fraternité entre Angolais et Congolais est bien présente. La fraternité entre Congolais et les pays voisins, nous voyons la Tanzanie, nous voyons le Congo voisin ici, est bien présente.

C'est-à-dire, nous ne regardons pas le problème du Congo comme des problèmes des Congolais. Ce sont nos problèmes également. Ce sont nos problèmes africains.

Vous pouvez compter avec cette même position. Au niveau du Conseil [de sécurité], lorsque nous abordons cette question du Congo, nous essayons de voir comment nous approcher des solutions les meilleures.

Voilà la résolution 2277 qui a été adoptée récemment. Et je pense que vous pouvez être rassurés, de cette assurance, que les problèmes du Congo sont bien analysés au niveau du Conseil [de sécurité].

Et même au niveau de cette mission maintenant, il y a une position bien commune de comprendre comment travailler ensemble avec les autorités et le peuple congolais pour amener la paix et la stabilité dans ce pays, et la paix et la stabilité dans toute notre région. Merci.

Contacts :
MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Question 3
Bienvenu Bakumanya/ AFP : Lors de vos échanges avec le Président de la République, est-ce que vous avez abordé la question de l'éventualité d'une modification de la Constitution ?

Question 4
Freddy Chiyoyo/ RTVS 1 : Ma question est transversale, elle s'adresse à messieurs Martins et Delattre. Est-ce que vous avez rencontré tout le monde, le chef de l'Etat, le Premier ministre, le Rassemblement ? Est-ce qu'il y a-t-il moyen d'envisager un second dialogue, parce qu'il y a de ceux-là qui sont radicaux, qui se disent que, en tout cas, dépassé décembre c'est le chaos ? Est-ce qu'il y a un schéma dans ce sens pour tenter un peu [inaudible] Congolais qui vous suivent en ce moment ?

Co-leader de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [François Delattre] : Je veux juste dire un mot avant de laisser la parole à mon collègue et ami angolais. Encore une fois sur le dialogue. C'est un élément vraiment de consensus, qui a rassemblé je crois l'ensemble de partenaires, c'est-à-dire qu'on pouvait sortir de la crise, tracer ce chemin exigeant vers la paix, la démocratie, la stabilité qu'à travers le dialogue, c'est un thème qui est revenu de manière unanime.

Dans ce cadre, nous avons souligné en effet que le processus électoral devait pouvoir se tenir dans un climat pacifique, dans un esprit de consensus, qui rassemble, non pas qui divise, mais qui rassemble l'ensemble de forces politiques congolaises.

Et nous avons rappelé, j'ai rappelé que l'accord signé le 18 octobre [2016] constituait de ce point de vue une étape, et qu'il était essentiel que les discussions se poursuivent dans un cadre large et plus inclusif, afin d'atteindre le consensus que j'ai évoqué à l'instant, consensus sur un calendrier électoral précis et accompagné également de mesures de confiance. Et je crois que c'est une réponse à votre question. Comme je ne peux pas être trop long, je laisse courageusement la parole à mon collègue angolais.

Co-leader de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [Ismaël Abraão Gaspar Martins] : Merci François. Sur la question du changement de la Constitution et comme nous avons dit nous avons eu un entretien bien élargi, - je dirais -, nous avons touché à toutes les questions, nous avons été bien éclairés sur plusieurs points.

Et sur ce point spécifique sur le changement de la Constitution, ce n'est pas un point qui a été pris comme une possibilité purement. Il y a l'accord qui a été signé. Il y a maintenant l'application de cet accord.

Et le dialogue, ce n'est jamais une question qu'on fait dans deux jours, trois jours après c'est terminé, c'est continu.

Contacts :
MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

J'aimerais bien voir, - et c'est ça notre souhait, c'est ça que nous avons aussi remarqué parmi tous nos interlocuteurs -, c'est cette volonté de maintenir le dialogue pour discuter au lieu de faire autrement.

On cherche les solutions ensemble et cette recherche de solutions peut [se] faire autrement. Adaptée à chaque situation va continuer mais pas naturellement dans le changement comme suggéré ou demandé changement de constitution, c'est adaptation de tout [ce] qui a été accordé déjà le 18 octobre. Je pense maintenir ce dialogue avec les organes qui sont là et maintenant il y a aussi la CENCO qui va maintenir le dialogue entre plusieurs forces en présence et je pense qu'avec cela on va arriver à une application, comme il faut, d'une feuille de route qu'il faut aussi pour garantir la stabilité du pays.

Question 5
Geneviève Makulu/ Kin 24 télévision - Dans votre allocution, vous avez dit que vous quittez la RDC avec plein d'espoir. Depuis les évènements des 19 et 20 [septembre], il y a eu une interdiction formelle de tenir des manifestations publiques au pays. Est-ce que la question a été traitée avec le chef de l'Etat et qu'elle a été sa réponse ?

Question 6
Laurette Mandala/ Africa Télévision : Je vais compléter les deux questions de mes confrères. Celui de l'Afp. Vous avez parlé effectivement de la modification de la Constitution avec le chef de l'Etat, j'aimerais savoir ce que vous avez compris par modification de la Constitution. Est-ce qu'il a parlé de briguer un troisième mandat et quelles sont les garanties que vous avez reçues de lui qui prouvent à suffisance qu'il ne briguera pas un troisième mandat ? Et aussi, vous avez dit tantôt M. Delattre que vous aimeriez… Vous avez insisté sur l'élargissement, plutôt, du cadre de l'accord du 18 octobre et vous l'avez dit, c'est afin d'obtenir un consensus un peu plus large sur le calendrier. Ma question est de savoir quels sont les moyens coercitifs que vous détenez pour influencer les positions des uns et des autres, les positions de ceux de la majorité et [de ceux] du Rassemblement pour parvenir à une transition, comme vous l'avez dit, une transition pacifique ?

Co-leader de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [François Delattre] : Je peux dire un mot littéralement, mais un mot simplement sur chaque point avant de laisser la parole à mon collègue angolais. D'abord sur la question de l'interdiction de manifester, elle a été évoquée , oui, elle l'a été par votre serviteur et devant le Président et par d'autres collègues qui ont également mentionné le point sous la forme tout simplement d'un appel à lever l'interdiction de manifester ou en terme plus positif à respecter le droit aux manifestations. Donc la réponse est oui. Il m'est difficile de parler naturellement pour le Président, pour les autorités que j'ai rencontrées.

Sur le deuxième point, la deuxième question à propos du respect de la Constitution, là aussi je l'ai dit et c'est pour ça d'ailleurs que je l'ai dit dans le troisième des enseignements que je retiens de cette visite sans ambigüité, sinon je vous le dirais aussi, sans ambiguïté c'est le fait qu'il y a un consensus sur la recherche d'une solution politique reposant sur le respect de la Constitution et donc le respect de la

Contacts :
MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Constitution me paraît être un trait d'union de tout ce que j'ai entendu de l'ensemble des intervenants, y compris donc du Président Kabila.

Et sur le troisième point, comment dirais-je, dès lors que l'on parle d'un dialogue, que l'on parle de la nécessité d'établir ou de poursuivre des discussions dans un cadre plus large et plus inclusif, par définition, il s'agit d'encouragement et de dialogue mais je n'ai pas senti qu'en disant cela, en soulignant ce que j'ai fait, ce que d'autres ont fait, la nécessité de ce dialogue, de le poursuivre et à la fois de l'élargir et de le rendre plus inclusif j'ai heurté qui que ce soit et j'ai senti de la part de tous nos interlocuteurs sans exception, sous ton contrôle Ismaël, une oreille attentive et honnêtement bienveillante.

Co-leader de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [Ismaël Abraão Gaspar Martins] : Oui, je peux seulement ajouter que le troisième mandat ce n'était pas une question qui était considérée comme une solution pour ce que vit la RDC. Au contraire, la solution réside dans un dialogue permanent pour qu'on trouve les voies et moyens pour ramener la stabilité et apaiser les esprits des Congolais et aussi donner des assurances sur l'avenir, surtout à la jeunesse.

Que la jeunesse puisse s'assurer que l'avenir pour le Congo ce n'est pas un avenir dans la rue mais un avenir dans le travail, travail politique, travail aux champs, travail dans les industries, dans les universités pour la formation permanente de cette jeunesse pour servir dans un pays, dans un Congo apaisé. C'est un peu ce que nous avons retiré de tous nos entretiens. Alors troisième mandat, pas question. Maintenant la question de la manifestation. Je pense que ce n'est pas une interdiction comme telle mais une manifestation pour être, pour amener à passer le message qu'il faut, il faut que ce soient des manifestations avec les ordres. On ne peut pas manifester et faire aussi faire des morts ou des blessés.

Là, il ne s'agit plus de manifestations, ce sont des actes qu'il faut quand même éviter dans un pays qu'on veut paisible.

Question 7

Jean-Pierre Kayembe/ RTGA : Vous projetez de vous rendre demain à Beni, une région sinistrée. En quinze ans d'existence quasi ininterrompue sur le territoire congolais, votre mission, la MONUSCO, peine à encore à protéger les civils qui sont tués matin, midi, soir à coup de machettes. Je voudrais savoir quelle recette magique vous avez dans vos mallettes pour enfin apporter une solution efficace à cette situation qui n'a que trop duré.

Question 8

Patricia Penzo/ B-One Télévision : Je voudrais poser ma question à monsieur Martins. Vous avez dit que vous êtes venus avec des solutions pour que la RDC puisse quand même passer une transition paisible. C'est le souhait de tous. Mais, tout à l'heure, vous venez encore de dire que la jeunesse de la République démocratique du Congo ne doit pas être dans la rue. Mais, malheureusement c'est ce qui pourrait arriver au cas où les acteurs politiques ne se mettaient pas d'accord. Est-ce qu'aujourd'hui, après votre mission en République démocratique du

Contacts :
MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Congo, on peut dire qu'il y aura une décrispation en RDC et que les choses pourraient aller dans le bon sens ? Je peux terminer par là.

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Maman Sambo Sidikou] : Je vois que les deux co-dirigeants de l'équipe me regardent concernant la question de Beni. Je vais tenter d'y répondre. Nous sommes enchantés que vous alliez à Beni. D'abord parce qu'effectivement Beni est une zone martyre où beaucoup de gens sont morts, où se posent des problèmes sérieux de protection des populations. Il est bon que le Conseil de sécurité y aille pour voir avec les populations, c'est très important, avec la Monusco, avec les Forces armées congolaises comment le Conseil de sécurité pourrait nous soutenir davantage dans notre travail de protection de la population civile.

Dans cette zone, ce à quoi nous assistons, c'est quand même à une guerre asymétrique. Nous nous organisons au niveau de la MONUSCO en collaboration avec les forces armées congolaises pour porter la guerre à ceux qui tuent et massacrent ; leur enlever l'initiative en allant les trouver où ils sont.

Cela suppose de la part du Conseil de sécurité un soutien plus intense à la Monusco. Que nous soyons mobiles, que nous ayons des forces spécialisées, équipées pour ce genre de guerre. Cela avance déjà. Je ne vais pas révéler des secrets. Mais nous avons déjà en place un certain nombre d'équipements et de forces pour le faire.

Mais n'oubliez pas que la sécurité de ce pays est la responsabilité première du gouvernement congolais et des forces armées congolaises. Tout ce que nous pouvons faire nous, c'est venir en soutien aux autorités congolaises et aux forces de sécurité du Congo.

Deuxièmement, on ne peut gagner ce type de guerre lorsqu'on n'a pas la population avec soi. En ce moment, nous nous organisons au niveau de Beni en particulier en renforçant nos bureaux à avoir une action intégrée. Il faut que l'armée fasse son travail en collaboration avec l'armée congolaise. Il faut aussi que nous fassions un peu un travail plus intense de stabilisation en nous occupant davantage de problèmes réels des gens. Soit en matière d'éducation, de santé, de route. Pour aller dans la forêt combattre les fous, il faut des routes, il faut des accès. Donc vous verrez demain, les membres du Conseil de sécurité verront tout cela.

Nous discuterons avec nos forces, avec les hommes de terrain des contraintes que nous avons, des insuffisances. Et, nous demanderons au Conseil de sécurité de nous apporter un appui encore beaucoup plus franc, beaucoup plus intense pour faire face à la situation.

Il reste que nous devons aussi être comme je disais beaucoup plus près des populations : les groupes de femmes, la société civile d'une façon générale, les groupes de religieux. Il faut que davantage qu'ils soient avec nous.

Contacts :
MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Quelqu'un me disait que dans un pays où il était avant : on ne gagne pas une guerre, parce que c'est de cela qu'il s'agit, c'est une guerre qu'on impose au peuple du Congo, sans la mobilisation, la participation, l'adhésion des populations locales. L'information par exemple. Il est évident que nous avons besoin de la population. Il est évident que nous avons besoin qu'elle assume sa sécurité en nous aidant à savoir ce qui se passe.

Ensuite, très franchement lorsqu'on regarde la région de Beni, on sait bien qu'elle est frontalière de l'Ouganda par exemple. Donc il y a aussi une dimension régionale dans cette affaire. C'est pour ça que le sommet de Luanda, le dernier sommet de la CIRGL a parlé de la nécessité pour cette région de prendre en charge ensemble sa sécurité. C'est-à-dire : il faut aussi que les pays voisins, tous les pays de la région aident le Congo comme le Congo à aider d'autres pays avant, à arrêter les massacres, à arrêter l'instabilité parce que l'instabilité au Congo, ça sera l'instabilité aussi dans les pays voisins.

Je vais m'arrêter là. Mais, on aura l'occasion sur le terrain avec les journalistes, avec les autorités, avec les populations surtout, j'insiste là-dessus à analyser toutes ces questions.

Nous, ce que nous voulons, comme l'a dit Ismaël, ils sont venus voir d'eux-mêmes, et pas seulement m'écouter quand je vais à New York. Aller à Beni, c'est pour eux l'occasion aussi de voir sur terrain, d'interroger, d'écouter, de comprendre pour aider mieux.

Co-leader de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [Ismaël Abraão Gaspar Martins] : Je peux vous rassurer que le Conseil de sécurité c'est l'organe qui a la responsabilité d'assurer la paix et la sécurité dans le monde. La République démocratique du Congo la situation au Congo sera accompagnée de très près pour éviter qu'on ait des situations qu'on a vécues déjà dans le passé. Nous allons faire ce suivi.

Et naturellement, nous avons tous les instruments pour agir. Un des instruments par exemple c'est appliquer des sanctions là où il y a des actes de banditisme, des actes de violence. Et les responsables doivent être identifiés de façon qu'on évite que ces situations se répètent. Mais la vigilance principale pour éviter tous ces actes reste avec le peuple congolais même.

Les élections, c'est la meilleure façon de pénaliser ceux qui doivent être pénalisés. Il y aura les élections, nous sommes rassurés encore, d'ici à 2017, 2018 au plus tard. Le processus est à vous. Ce qui nous a donné encore cette assurance, c'est qu'il y a l'appropriation du processus par les Congolais eux-mêmes. Ça c'est très important. Il faut que les actes des Congolais soient bien suivis par les Congolais eux-mêmes. Et le Conseil de sécurité nous n'y sommes pas seulement à travers des orientations qui sont données à travers nos résolutions et les briefings qui nous sont faits par le Représentant spécial, le DPKO, la présence de la MONUSCO partout.

Je pense que nos yeux sont là et nous allons accompagner en permanence la situation en République démocratique du Congo pour éviter que cette fois-ci on ne rate pas la possibilité d'avoir une transition

Contacts :
MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

paisible, une transition en respectant la Constitution qui a été adoptée par les Congolais eux-mêmes. Voilà.

Question 9

Venant Vudisa / RTNC - Ma question s'adresse à M. Ismaël Martins. Le 31 décembre, M. Ban Ki-moon va clôturer son mandat et c'est quelqu'un d'autre, le Portugais qui va le remplacer. Alors la question que l'on se pose, la RDC peut-elle s'inquiéter de ce changement ou continuera-t-elle à bénéficier du même regard comme c'était [le cas avec] le prédécesseur.

Co-leader de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [Ismaël Abraão Gaspar Martins] : Tout d'abord, je dois vous dire que l'élection du nouveau Secrétaire général des Nations Unies s'est faite dans une façon, c'était par acclamation. Bien au Conseil de Sécurité où l'élection même a eu lieu comme à l'Assemblée générale où l'élection proprement dite est faite.

Monsieur le nouveau Secrétaire général a été élu parce qu'il est un homme qui comprend le terrain. C'est un homme qui a une vision de ce que doivent faire les Nations Unies pour devenir un organe qui reste à la hauteur des défis que nous avons tous dans ce monde.

Je peux aussi dire que la République Démocratique du Congo et la situation en République Démocratique du Congo sera naturellement, aura une place bien privilégiée pour nous assurer que la paix et la sécurité puissent revenir en Afrique. Neuf frontières, c'est un pays qui doit garder la stabilité pour éviter que ça s'élargisse dans des pays voisins.

La paix et la sécurité étant les principales objectifs du Conseil du sécurité, je peux dire que l'Afrique est un continent qui est bien dans l'agenda du Conseil de Sécurité en permanence c'est-à-dire que le Congo sera accompagné, sera suivi et toute l'action qui sera nécessaire pour nous amener à la stabilité dans ce pays sera naturellement prise par le Conseil [de sécurité] et le nouveau Secrétaire [général].

Question 10

Laetitia Masela/ RTNC 2 : Le Conseil de sécurité des Nations Unies dispose-t-il d'un plan B pour éviter le chaos en République Démocratique du Congo pendant cette période post dialogue.

Co-leader de la délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies [Ismaël Abraão Gaspar Martins] : Il n'y a pas de chaos ici, il faut éviter le chaos. Il faut vous engager pour empêcher le chaos, le chaos est fait par les Hommes. Le chaos est fait par les jeunes surtout. J'étais jeune aussi mais le chaos ce n'est pas la solution ; ici la solution c'est un engagement ferme de la classe politique, un engagement ferme de l'électorat, un engagement ferme de tout le monde pour qu'on amène ce pays finalement à avoir une transition qui puisse se faire dans la stabilité.

C'est possible oui, c'est [faisable] oui. Ça va se passer, je peux vous assurer avec notre appui et on pourrait y arriver. Merci

Contacts :
MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Porte-parole de la MONUSCO [Felix Prosper Basse] : Merci mesdames et messieurs, c'est sur cette note d'engagement ferme de M. Martins que nous mettons un terme à cette conférence de presse mais avant ça permettez-moi d'exprimer en votre nom toute notre gratitude à M. Martins et à M. Delattre pour avoir accepté d'échanger avec nous pendant cette période. Merci et très bonne soirée, merci d'avoir été nombreux parmi nous.

Contacts :
MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04